

Table des matières

Sommaire	7
Préface	13
INTRODUCTION	
Le malaise du droit face à la dépouille humaine	17

PARTIE I

Du corps défunt au corps patrimonialisé

CHAPITRE 1

La recherche d'une qualification spéciale des restes humains	29
Section 1. Les restes humains considérés comme une chose spéciale digne de respect	30
§ 1. Le corps humain vivant, entre chose et personne	30
§ 2. Le corps humain défunt, une chose spéciale digne de respect	34
§ 3. La nature spéciale des restes humains	41
§ 4. Le respect du cadavre dans le Code civil français	51
§ 5. La « <i>no property</i> » rule de la <i>Common Law</i>	54
Section 2. Les restes humains dans les collections : un bien culturel spécial	57
§ 1. L'absence de catégorie spécifique pour les restes humains en droit du patrimoine culturel	58
§ 2. L'intérêt scientifique des restes humains	62
§ 3. Le statut culturel des restes humains	64
Section 3. Vers une lecture évolutive, variable et graduée des restes humains ?	66
§ 1. Du temps de la mémoire familiale au temps de l'oubli	66

§ 2. La variation culturelle des restes humains	75
§ 3. L'importance graduelle des restes humains patrimonialisés	80
CHAPITRE 2	
Le régime juridique pluriel et imprécis des restes humains	87
Section 1. L'extracommercialité relative des restes humains	87
§ 1. La mise hors commerce, une question de degrés	89
§ 2. Les restes humains hors commerce en droit français	92
§ 3. L'ambiguïté du commerce des reliques	94
§ 4. Indices d'une extracommercialité relative en droit belge	95
§ 5. Des ventes de restes humains contraires à l'ordre public moral	98
Section 2. L'indisponibilité des restes humains dans le domaine public	100
Section 3. Le régime imparfait des restes humains issus de recherches archéologiques	104
§ 1. Le régime d'acquisition de droit commun et les quelques règles déontologiques applicables	105
§ 2. Le traitement particulier des restes humains sur un champ de bataille	108
§ 3. Le projet de recherche MEMOR	110
Section 4. L'absence de régime juridique pour la numérisation des restes humains	112
§ 1. Les données des restes humains numérisés : une propriété régulée	112
§ 2. Aucune protection de données personnelles des restes humains numérisés	119
CHAPITRE 3	
Du <i>continuum</i> entre chose et personne au paradigme de la relation : essai de vocabulaire conceptuel	123
Section 1. Les restes humains dans l'univers des choses au défi de la propriété	125
§ 1. Les restes humains et les choses-objets de propriété	125
§ 2. Les restes humains et les communs	126
§ 3. Les restes humains et les choses personnelles	130
Section 2. Les restes humains dans l'univers des personnes au défi des droits subjectifs	133
§ 1. Les restes humains et les sujets d'intérêt	134

§ 2. Les restes humains et les sujets de droits	136
§ 3. Les restes humains et la personne juridique	140
Section 3. Les restes humains entre sujet et objet : le point de relation entre les vivants et les morts	142

PARTIE II

Du corps patrimonialisé au corps rapatrié

CHAPITRE 1

L'évolution du contexte international du rapatriement	163
Section 1. Les conventions patrimoniales internationales non rétroactives	163
Section 2. L'interdiction du trafic des têtes maories dès 1831	166
Section 3. Le droit international coutumier peu clair pour les restitutions (coloniales)	168
§ 1. Du droit au butin à l'interdiction de destruction de biens culturels : le tournant de la fin du XIX ^e siècle	169
§ 2. La non-application de la coutume internationale aux « prises » coloniales	171
§ 3. Les conditions d'acquisition difficilement constitutives d'un fait internationalement illicite	173
§ 4. La succession d'État contient peu d'obligations de récupération de biens culturels	174
§ 5. Une coutume actuelle émergente pour restituer des objets pris dans le contexte colonial?	176
Section 4. Des instruments non contraignants relatifs au traitement des restes humains patrimonialisés	179
Section 5. L'approche par les droits humains pour rapatrier les restes humains	181
§ 1. Les droits culturels des minorités et des peuples autochtones	183
§ 2. La protection d'un patrimoine élargi à l'immatériel et à la diversité culturelle	189
§ 3. La responsabilité éthique du rapatriement de restes humains	191

CHAPITRE 2

L'absence de cadre juridique belge pour le rapatriement des restes humains

	195
Section 1. L'application du Code civil et les règles d'acquisition de propriété	195
Section 2. L'attention politique récente mais peu concrète au rapatriement	197
§ 1. Les rares demandes refusées de rapatriement	198
§ 2. Le basculement avec l'affaire du crâne du chef Lusinga	200
§ 3. L'exclusion des restes humains de la loi de restitution des collections coloniales	205
Section 3. Les restes humains dans le domaine public, un obstacle relatif au rapatriement	206
§ 1. La désaffectation de restes humains du domaine public	207
§ 2. La cession de droits relatifs aux restes humains	208
Section 4. Les restes humains dans les collections privées	210
§ 1. Le rapatriement sur la base d'une action en revendication civile	210
§ 2. Le rapatriement après une expropriation ou acquisition publique	212
§ 3. Les rapatriements volontaires	215
Section 5. La restitution par les juridictions pénales de restes humains	217
§ 1. La détention de restes humains, un délit de recel ou de blanchiment?	217
§ 2. La dent de Patrice Lumumba, une restitution judiciaire reprise par le politique	220

CHAPITRE 3

Regards comparés sur le rapatriement des restes humains

	225
Section 1. Le NAGPRA de 1990 aux États-Unis, une loi pionnière	226
Section 2. Le <i>Human Tissue Act</i> de 2004 et les recommandations muséales au Royaume-Uni	229
Section 3. Des lois d'exception en France vers une proposition de loi générale	232
Section 4. Les recommandations muséales en Allemagne	238

Section 5. Les questions soulevées par des cas pratiques suisses et néerlandais	241
CHAPITRE 4	
Perspectives de justice patrimoniale inclusive	247
Section 1. Vers une justice patrimoniale inclusive	250
§ 1. Différents modèles de justice patrimoniale	251
§ 2. Le rapatriement des restes humains dans l'esprit de la justice transitionnelle	258
§ 3. Vers des principes internationaux de justice patrimoniale?	263
Section 2. Le rapatriement des restes humains numérisés, un angle mort dans le droit	269
Conclusions	275
Bibliographie sélective	285
Table des figures	303